

Les Vénézuéliens et leur Démocratie

Jesús Arnaldo Pérez

Ambassadeur de la République Bolivarienne du Venezuela au Canada.

Notre pays est entré depuis 7 ans dans une période de transformations profondes, tant sur le plan politique que sur les plans juridique, économique et social. Ne soyons pas naïfs ! Tout moment de transformation profonde d'une société est une phase difficile, faite d'espoir et d'avancées sociales, de satisfactions et de progrès réels, mais aussi de conflits, de résistances et parfois, de crises. Il faut dire que depuis environ 35 ans on entend parler de « crise ». Je me rappelle que ce mot devenu courant dans notre langage était l'objet des analyses des spécialistes universitaires dans les années 80. On disait que le chômage et l'inflation caractérisait fondamentalement cette crise des pays industrialisés et les gouvernements de l'époque appliquaient des politiques pour « pour sortir du tunnel » alors qu'en Amérique Latine particulièrement au Sud, c'était le temps des brasiers, des gorilles, des dictatures, des violations des droits de la personne, du manque de Démocratie. Bref, temps aussi des crises. La situation politique vénézuélienne de l'époque était très peu connue au niveau international alors que la dénégation des libertés fondamentales au peuple ou « efecto Venezuela » (le pays riche-pauvre) et les violations des droits de la personne, caractérisait les gouvernements démocratiquement élus social-démocrate et démocrate-chrétien qui se succédaient au pouvoir depuis la fin des années 60. Notre « crise » couvée depuis des décennies, éclate à la fin des années 90 après que le gouvernement populiste de Carlos Andrés Pérez applique les mesures de réajustement structurel économique conseillées par le Fonds Monétaire International. Ces mesures ont provoqué une hausse généralisée des prix de l'essence, des aliments de base et des services et par conséquent les émeutes de la faim connu sous le nom « El Caracazo ». Le gouvernement de Carlos Andrés Pérez utilise les Polices et les Forces Armées Nationales pour contrôler la situation provoquant l'assassinat des centaines de personnes. Cette page sombre de notre histoire récente a marqué en profondeur et à jamais des générations de Vénézuéliens.

Disons-le aussi franchement. Seules les sociétés soumises à des dictatures et à des régimes autoritaires ne voient pas leurs conflits émerger et envahir le débat public, l'espace médiatique et la vie politique. Le Prix Nobel d'Economie Amartya Sen a analysé ce phénomène à propos des famines dans le monde. Au Venezuela, où le gouvernement bolivarien et son administration ont entrepris des réformes considérables, toutes les sensibilités s'expriment pour manifester, tour à tour, leur soutien au processus de changements, ou bien leur réprobation des politiques mises en œuvre. C'est le lot, vous le savez, de toutes les Démocraties et de toutes les sociétés ouvertes.

J'irai même jusqu'à affirmer que la grande majorité du peuple vénézuélien est en train de construire une Démocratie exemplaire, une Démocratie qui chaque jour assoit sa légitimité de manière plus forte, car elle s'efforce de n'opposer à ses ennemis que les armes du droit, de la légitimité acquise par le suffrage libre et universel, de la volonté d'un peuple inscrite dans les pages d'un excellent document approuvé par référendum populaire pour la première fois dans l'histoire du Venezuela: la Constitution Bolivarienne.

Et des ennemis de la Démocratie ?, il en existe au Venezuela et partout ! Mais, cela aussi, c'est le lot de toutes les jeunes Démocraties comme la nôtre en crise d'adolescence car la période dite « démocratique » que notre génération a vécu depuis 1958 jusqu'en 1998, durant 40 ans d'un pacte politique entre le parti populistes social-démocrate (Acción Democrática) et démocrate-chrétien (Copei), était un semblant de Démocratie. La preuve en est que ces parti politiques n'ont pas été capable de répondre aux aspirations légitimes du peuple qui leur a jadis fait confiance ni de produire dans leurs rangs des dirigeants moyennement démocrates. En effet, de nombreux cadres et députés à la Assemblée Nationale du parti Acción Democrática, Copei et Primero Justicia mais aussi certains intellectuels originaires de gauche, n'ont pas condamné le coup d'Etat du 11 avril 2002 et ont appuyé indirectement ou publiquement le petit groupe minoritaire de militaires dissidents de la Plaza Altamira, manifestant ainsi un grand mépris pour la Démocratie et pour le peuple vénézuélien. Le 12 et le 13 avril 2002 certains députés de l'opposition politique actuelle ont même applaudi l'usurpateur Carmona lorsqu'il prononçait le décret de dissolution de leur Assemblée Nationale.

Il y a seulement 4 ans de cela, le peuple vénézuélien et les institutions qu'il s'est donné de la manière la plus démocratique qui soit, étaient victimes d'une agression qui prétendait réduire à néant les droits et les libertés conquises de haute lutte en Démocratie. La suite, nous la connaissons tous, cette magnifique manifestation d'attachement de tout un peuple à la légalité, dès lors qu'elle est le fruit d'une construction commune, d'une élaboration transparente, de l'expression de sa volonté écrasante. Le peuple vénézuélien a affirmé de façon claire qu'il n'y aurait pas de retour en arrière. Le mouvement antidémocratique, teinté de dérives fascistes, racistes et rétrogrades, a connu son point d'orgue ce jour sombre du mois d'avril 2002. Mais ça en est terminé pour eux. Je n'hésite pas à l'affirmer, il n'y a pas de place pour des aventures putschistes dans le Venezuela d'aujourd'hui. Et je dois dire qu'en Amérique Latine il n'y a plus de place pour les dictatures militaires ni pour les violations des Droits de la Personne. C'est une page définitivement tournée de la dramatique histoire latino-américaine. D'autres voies d'espoir en Démocratie commencent à ouvrir les peuples latinoaméricains.

C'est vrai. Qui pourrait le nier ? Nous avons l'immense défi de la réconciliation nationale. C'est à quoi nous nous sommes attelés depuis l'élection du Président Hugo Chávez en 1998 en travaillant pour davantage de justice sociale car nous avons trouvé un pays complètement divisé et opposé avec une petite minorité des privilégiés et une grande majorité de Vénézuéliens exclus des libertés fondamentales (Santé, alimentation, logement, école, énergie, loisir), un petit paradis entouré d'un grand enfer, un pays au bord de l'explosion sociale et de la faillite économique. Mais cela, nous l'avons aussi entrepris récemment après les événements d'avril 2002 par la voix du Président de la République dès l'instant même que les institutions ont été rétablies par le peuple et les forces armées. Le Gouvernement du Président Chávez a ouvert un processus de dialogue national sans discrimination d'aucune sorte, conscient qu'une société ne peut vivre durablement dans une atmosphère d'affrontement. Cet appel au dialogue a été lancé en direction de tous ceux qui ne partagent pas les idées de la majorité politique, afin qu'ils expriment leur opposition à travers les nombreuses voies démocratiques que prévoit notre Constitution, celle-là même que les putschistes se sont empressés d'abolir dès l'instant qu'ils ont usurpé les plus hautes fonctions publiques. Dans ce dialogue

national l'Organisation des Etats Américain (OEA), les Nations Unies et le Centre Carter y ont participé activement. Le Secrétaire Général de l'OEA s'est déplacé plusieurs fois au Venezuela pour accomplir sa mission et finalement le 15 Août 2004 dans le cadre de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, l'écrasante majorité des Vénézuéliens ont exercé leur droit au vote pour la huitième fois depuis 6 ans et ont ratifié le Président Chávez à la Présidence de la République pour la première fois dans l'histoire du pays. Plus récemment, à la fin 2005, les Vénézuéliens, ont élu une nouvelle Assemblée Nationale et se préparent pour des nouvelles élections présidentielles en décembre 2006.

Depuis des mois, une opposition désespérée, radicalisée et relayée par un pouvoir médiatique sans scrupule ni éthique, reprend l'offensive pour imposer ses vues au pays tout entier, et le gouvernement et la majorité combattent politiquement ces initiatives. Mais c'est cela la Démocratie ! Seulement, toute Démocratie repose sur un accord tacite qui reconnaît le droit à l'existence de l'adversaire et implique la soumission de tous à la volonté exprimée par le suffrage. Chaque fois que ces initiatives ont eu lieu, certains ont été tentés de rééditer l'aventure du 11 avril 2002. Mais ils ont à chaque fois été renvoyés devant leurs contradictions et, disons-le, devant le peu d'écho que leurs positions rencontrent chez les Vénézuéliens. Les Vénézuéliens ne sont pas tous des inconditionnels du gouvernement et tant mieux. Cela n'existe pas. Mais ils sont dans leur écrasante majorité des inconditionnels de la Démocratie. C'est dans ce cadre que les Vénézuéliens ont décidé de construire leur « bonne gouvernance ». Mais celle-ci ne se décrète pas, elle se construit petit à petit, au fur et à mesure, sans se presser. Combien de temps il a fallu aux pays dits développés pour construire leurs « bonnes gouvernances » ?

Notre «bonne gouvernance» est d'abord donner un nouveau contenu à la Démocratie car pour nous elle doit être obligatoirement «participative» En 2004 le PNUD publie un rapport sur les Démocraties en Amérique Latine où nous apprenons que plus de la moitié de latino-américains préféreraient une dictature à une Démocratie si un régime autoritaire arrivait à résoudre leurs problèmes économiques. Un autre rapport de l'entreprise privée Latin-barómetro de la même année, arrive à la même conclusion sauf qu'entre 1996 et 2004 au Venezuela l'appui à la Démocratie a augmenté. Y a-t-il une corrélation directe entre cette donnée et le fait qu'au Venezuela nous cherchons une alternative viable à la Démocratie représentative ? L'économiste Amartya Sen affirme que la meilleure solution contre la faim est la Démocratie, et bien, au Venezuela, sous la conduite du Président Chávez ce postulat est en train de devenir une réalité car nous essayons de transférer du pouvoir aux pauvres. Pour diminuer la pauvreté il est nécessaire d'accroître la Démocratie et notre Constitution Bolivarienne facilite la participation des communautés organisées sur le principe de la solidarité et de la co-responsabilité. Ainsi, les pauvres se sont pris en charge et le gouvernement bolivarien soutien et encourage leurs initiatives. Il n'y a pas d'autre voie. La Démocratie est aussi la seule voie pour battre le terrorisme, même si la misère et la faim créent les conditions pour son existence, il n'y a pas de terrorismes bons et mauvais. Il y a un seul terrorisme condamnable, détestable et lâche mais encore une fois, seulement avec davantage de Démocratie nous pouvons le vaincre. Nous l'avons prouvé pendant le coup d'Etat et le sabotage pétrolier en 2002.

Les révélations du PNUD montrent que les latino-américains ne croient plus à un modèle de Démocratie limité à la représentation politique car c'est un modèle qui ignore les aspects économiques, culturels, sociaux et environnementaux de la Démocratie participative et qui ne reflète plus la volonté populaire. Simón Bolívar, El Libertador, disait, il y a deux siècles de cela, que le meilleur système de gouvernement est celui qui apporte la majeure somme de bien-être, stabilité et sécurité sociale à son peuple. A partir de ce principe de bon sens, notre Démocratie s'inspire de nos racines historiques latino-américaines et propose une intégration politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes basée sur les principes de solidarité, complémentarité et de respect à la souveraineté.

Les objectifs du Millénaire sont un défi pour nos Démocraties en Amérique Latine, dans les Caraïbes et dans le monde. Ces objectifs, même si nous les considérons très modestes, doivent être tenus car il s'agit d'une gigantesque dette sociale envers les peuples du monde entier qui attendent des résultats concrets. Mais l'éradication de l'extrême pauvreté dans le monde en 2015 a besoin d'une mobilisation internationale de très grande envergure où les pays nantis devront tenir leur promesse de contribuer avec 0,7 % du PIB d'aide au développement. Pour ce qui concerne la République Bolivarienne du Venezuela, nous mettons à la disposition les résultats que nous avons obtenus dans la lutte contre la pauvreté au Venezuela depuis 7 ans d'efforts constants afin de mettre en place des actions conjointes et faire bénéficier d'autres pays du continent de notre expérience dans le domaine de la lutte contre l'analphabétisme et l'accès à la santé. Vous n'êtes pas sans savoir que l'année dernière l'UNESCO a déclaré notre pays, territoire libre d'analphabétisme et que c'est le fruit d'un excellent travail de coopération éducative entre les gouvernements cubain et vénézuélien. Cette même expérience doit se répéter en Bolivie après l'arrivée du Président Evo Morales à la tête de l'Etat. En outre, le Venezuela et Cuba ont récemment signé un accord d'assistance médicale d'urgence pour l'Amérique Latine et les Caraïbes qui prévoit soigner 6.000.000 de personnes sur 10 ans des problèmes de la vue (Misión Milagro). D'autre part, au Venezuela dans le cadre de notre politique d'intégration énergétique en Amérique Latine et dans les Caraïbes, les revenus du pétrole et nos ressources pétrolières deviennent un outil de lutte contre la pauvreté et de l'énergie pour le développement international durable.

C'est pour cette raison que je suis plus que jamais optimiste, et que nous devons tous l'être. Indépendamment des orientations politiques des uns et des autres, nous devons nous rendre à l'évidence. Notre pays a besoin de transformations profondes, c'est à dire d'une Démocratie Révolutionnaire. Nous devons voir avec lucidité qu'on ne peut traiter une société économiquement dépendante et lourdement endettée avec des problèmes structurels profonds et comptant 80% de pauvres, avec les mêmes recettes et les mêmes politiques que l'on applique dans les pays industrialisés du Nord. Encore une fois, comme nous le faisons à l'intérieur des frontières vénézuéliennes, nous appelons nos amis du Nord, et tout particulièrement les Canadiens, au travail en commun dans le respect de nos différences et dans la compréhension de nos situations respectives. Jusqu'à présent, le Canada et le Venezuela ont apporté la preuve qu'une collaboration fraternelle et profitable aux deux parties est parfaitement possible dès lors que le respect mutuel préside au dialogue. Le Canada est pour nous source d'inspiration dans son histoire, et constitue aujourd'hui un partenaire à part entière sur la scène internationale, dans les

domaines politique, social, culturel, économique et environnemental. Le Venezuela et plus généralement l'Amérique Latine et les Caraïbes ont un besoin urgent du Canada car ce qui est en jeu aussi chez nous ce sont les mêmes principes fondateurs de votre modernité qui vous a permis récemment réaffirmer votre attachement à ces valeurs universelles de progrès, de paix, d'autodétermination, de multilatéralisme, d'indépendance, de liberté et de souveraineté. C'est là une preuve supplémentaire que le Venezuela trouve aujourd'hui toute sa place dans le concert des Démocraties du monde. La Démocratie n'est pas un privilège des pays nantis, en Amérique Latine y dans les Caraïbes nous avons aussi le droit de naître, de vivre, de nous épanouir et de mourir en Démocratie.

Loin de la désespération des minorités qui voient dans le progrès de tous, la fin de leurs privilèges. Loin des hystéries et des mystifications médiatiques de ceux qui prétendent que la voix des puissants est seule digne de s'exprimer. Loin des contradictions de ceux qui, jour après jour, hurlent publiquement à la dictature, au tyran, au communisme, à la terreur, etc... sans se rendre compte que leurs actes sont la preuve même de l'absurdité de leur discours. Loin de la mauvaise foi et des procès d'intention, je vous invite à partager notre amour commun du Venezuela et à analyser les faits et la réalité de ce pays dans son contexte historique latino-américain. Finalement, mesdames et messieurs, notre «crise» correspond à un moment de l'histoire où un système politique épuisé autour d'une Démocratie Représentative ne termine pas de disparaître complètement et son remplacement ne termine pas de naître.

Mesdames et messieurs les Chefs de Mission, messieurs les spécialistes, chers collègues, il faut aller vraiment au fond de la réalité politique latino-américaine et des Caraïbes, sous le quotidien, chers amis, soyez capable de déceler l'inexplicable.

Nous traversons certes un période difficile, mais le pire est derrière nous. Après l'angoisse et la douleur que nous avons vécu il y a quelques années de cela, le peuple de mon pays est, j'en suis sûr, désireux de reprendre la construction de cette Révolution, non pas la «Révolution Tranquille» mais si la «Revolución Bonita» où tous les Vénézuéliens et nos vrais amis trouveront leur place.
